

CANADA

Débats des Communes

COMPTE RENDU OFFICIEL

CHAMBRE DES COMMUNES.

Présidence de l'HON. THOMAS-S. SPROULE.

Mercredi, 25 mars 1914.

La Chambre s'ouvre à trois heures sous la présidence de M. l'Orateur.

POLLUTION DES EAUX NAVIGABLES.

M. BRADBURY présente le premier rapport du comité permanent chargé de prévenir la pollution des eaux navigables.

Sur proposition de M. Bradbury, il est entendu, conformément à la recommandation contenue audit rapport, que ledit comité a le pouvoir de faire imprimer le compte rendu de ses procédures et le rapport de toute preuve qu'il peut entendre au jour le jour; que le quorum du comité est réduit à six membres et que le comité a la permission de siéger durant les séances de la Chambre.

La motion est adoptée.

M. BRADBURY propose:

Que les rapports et les procès-verbaux des séances tenues, et les témoignages entendus par le comité spécial nommé à la dernière session au sujet des bills n° 2 et A (n° 116 du Sénat), concernant la contamination des eaux navigables, et déposés sur le bureau lundi, le 2 juin 1913,—soient référés au comité spécial nommé pour s'enquérir des mesures à prendre pour prévenir la contamination des eaux navigables.

La motion est adoptée.

M. BRADBURY propose:

Qu'un message soit envoyé au Sénat demandant à Leurs Honneurs de permettre à l'honorable Napoléon Antoine Belcourt, l'un des membres du Sénat, de comparaître et de donner son témoignage devant le comité spécial chargé de s'enquérir au sujet des mesures à prendre pour prévenir la contamination des eaux navigables.

La motion est adoptée.

QUESTIONS.

(Les questions comportant réponse de vive voix sont précédées d'un astérisque.)

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—AMÉLIORATIONS A SAINTE-LOUISE.

M. ERNEST LAPOINTE demande:

1. Des demandes ont-elles été faites aux autorités du chemin de fer Intercolonial ou au département des Chemins de fer pour travaux urgents de clôtures et du drainage le long de la voie de l'Intercolonial à Sainte-Louise, comté de l'Islet?

2. Une enquête a-t-elle été faite relativement à ces demandes?

3. Le gouvernement sait-il que la non-exécution de ces travaux a causé et cause encore des dommages considérables?

4. Le Gouvernement se propose-t-il de faire exécuter tous ces travaux, l'été prochain?

M. REID:

1. On a demandé à l'administration de ce chemin de fer de faire exécuter certains travaux de tranchées et de réparations des clôtures qui bordent la voie ferrée, à Sainte-Louise (P.Q.).

2. Oui.

3. Non.

4. Le Gouvernement se propose de faire exécuter tous les travaux nécessaires, au cours de l'été prochain.

QUAI DE BEAR-RIVER.

M. KYTE demande:

1. Le ministre des Travaux publics a-t-il, depuis le 10 octobre 1911, acheté une propriété de H. H. Marshall, député provincial de Digby (N.-E.), pour y construire un quai, à Bear-River (N.-E.)?

2. Quelle somme a été payée pour cette propriété?

3. Le quai a-t-il été construit, et combien a-t-il coûté?

4. Quand a-t-il été terminé?

5. Combien de tonnes de fret ont été déchargées audit quai ou en ont été expédiées depuis sa construction, et quel est le montant de droits de quaiage perçu?

M. CODERRE:

1. Oui.

2. \$1,800.

3. \$7,542.05 y compris le prix d'achat.

4. En octobre 1913.

5. Aucun état n'a été adressé jusqu'à présent au ministère de la Marine et des Pêcheries.